



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



LETTRE ÉCONOMIQUE POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAIBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, PANAMA, ST. DOMINGUE ET LA HAVANE

N° 23 – Février 2021

SOMMAIRE

1. Thème mensuel : l'effet économique et le poids des remesas (p.1)
2. Mexique : Présentation du projet de Train Maya (p.4)
3. Panama : L'Union Européenne maintient le Panama sur la liste noire fiscale (p.7)
4. El Salvador : L'ambitieux plan de soutien économique permettra-t-il au Salvador de sortir de la récession ? (p.8)
5. Cuba : Point sur la situation économique et budgétaire 2020-2021 (p.11)
6. Focus statistique (p.13)
7. Annexe (p.14)

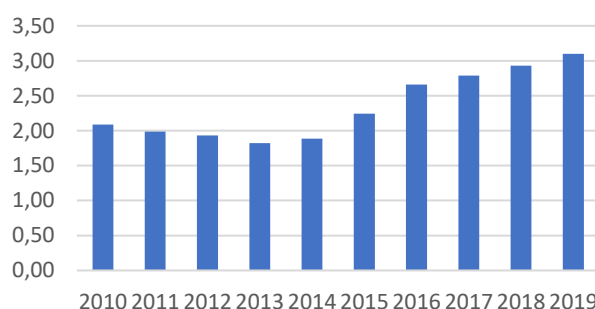
Zoom sur l'effet économique et le poids des remesas dans la région Mexique, Amérique Centrale et Caraïbes : des situations et des enjeux contrastés.

Selon la Banque Mondiale, les transferts des migrants ou « remesas » sont une source significative de revenus pour les pays en développement. La récession économique actuelle causée par le COVID-19 affecte gravement (de façon générale) la capacité d'envoi de fonds des travailleurs étrangers à leurs familles. Ainsi en Amérique Latine et dans les Caraïbes, selon la Banque Mondiale, une baisse de 19,3% des envois de fonds est attendue pour 2020, alors même qu'en 2019, ils avaient connu une croissance de 7,4%. On notera toutefois des divergences considérables en termes d'importance et de comportement des remesas dans l'économie des pays de la région, certains d'entre eux ayant enregistré une croissance de leurs remesas reçues en 2020

1. Mexique

Le pays a connu une forte hausse des transferts de fonds des migrants au cours des cinq dernières années du fait de la reprise aux Etats-Unis après la crise financière de 2008, de la baisse du chômage des latinos et de la dépréciation graduelle du peso mexicain entre 2014 et 2016. Ainsi, les remesas sont devenues une importante source de revenu pour les ménages mexicains, ce qui a dynamisé la consommation domestique de biens notamment. De plus, les réserves internationales ont fortement augmenté depuis 2014 en raison de l'afflux entrant de dollars des Etats-Unis. Malgré des prévisions initiales de baisse des *remesas* du fait de la pandémie du COVID-19, celles-ci devraient augmenter de 8,4% en 2020 selon les experts, pour atteindre 39,5 Mds USD (ce qui en fait le troisième pays récepteur au monde derrière l'Inde et la Chine) suite au programme de soutien à l'économie aux Etats-Unis de l'ordre de 900 Mds USD mis en place pour mitiger les effets de la pandémie. Ce programme comprend des transferts directs et l'élargissement des prestations de chômage, en bénéficiant fortement la communauté mexicaine résidente aux Etats-Unis, qui a donc augmenté les envois de fonds à leur pays d'origine.

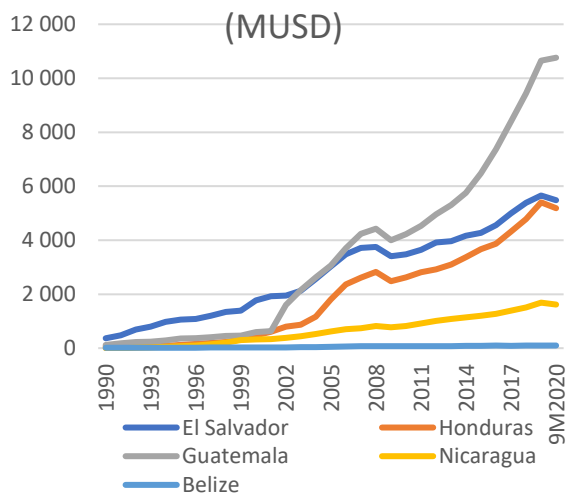
Mexique - transferts de fonds des migrants (% du PIB)



2. Les économies du CA-4

Les transferts de fonds de migrants constituent une source de financement extérieur capitale pour les pays du CA-4, *a fortiori* dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Sur les neuf premiers mois de 2020, selon la Banque mondiale, El Salvador était ainsi le 8e récipiendaire mondial de *remesas* en part du PIB (à 22,6%) devant le Honduras (9e avec 21,5%). Le Guatemala (19e avec 14,4% du PIB) et le Nicaragua (20e avec 13,6% du PIB) restent également fortement dépendants de leurs *remesas*. Près de 90% des *remesas* à destination de la région proviennent des Etats-Unis, devant l'Espagne et le Canada (avec une spécificité pour le Nicaragua, dont nombre de migrants travaillent au Costa Rica).

Remesas vers les pays du CA-4 (MUSD)



Alors que les analystes s'attendaient en début de pandémie à une forte contraction des *remesas* en 2020, sous l'effet des pertes de revenus des migrants aux Etats-Unis notamment, la réouverture rapide de l'économie américaine d'une part et la prévalence pour les migrants des emplois informels, moins exposés à des coupes de postes par les entreprises, d'autre part ont finalement permis d'atteindre des envois de fonds record, atteignant presque sur neuf mois en 2020 l'équivalent de l'ensemble de l'année 2019.

Selon la Banque mondiale, les coûts moyens d'envoi de ces remesas depuis les Etats-Unis étaient fin 2020 de 4,3% vers le Guatemala, 3,1% vers El Salvador (soit un gain modeste malgré la dollarisation du pays), 4,4% vers le Honduras et 4,3% vers le Nicaragua.

3. Panama

Le Panama n'est pas une nation de population migrante : les Panaméens ne s'expatrient pas volontiers et lorsque c'est le cas, le mouvement touche davantage les classes supérieures de la population que les couches populaires.

Le pays est en revanche un territoire d'accueil : on estime la population étrangère au Panama à 450 000 personnes pour une population totale de 4,5 millions d'individus et une population active de 1,9 millions de personnes. Les migrants sont essentiellement des actifs et ont participé pleinement au fort développement économique du pays durant ces dix dernières années.

En 2019, selon les chiffres du contrôleur général de la République, les transferts des migrants ont atteint 820,6 M USD, en hausse de 3,3% par rapport à 2018. La Colombie, le Nicaragua, la Chine (population chinoise installée de longue date, issue de l'époque de la construction du Canal), les États-Unis et la République dominicaine figurent parmi les principaux pays récepteurs des fonds. Toutefois, en 2020, le ralentissement de l'activité économique provoqué par le confinement, la fermeture des entreprises « non essentielles » et les restrictions sanitaires ont entraîné un chômage sans précédent et en conséquence une forte baisse des flux d'envois de fonds à l'étranger. Par ailleurs, le retour d'un certain nombre de migrants dans leurs pays d'origine (notamment les Nicaraguayens et les Vénézuéliens), consécutif à leur mise au chômage, a amplifié le phénomène. De janvier à septembre 2020, les envois de fonds à l'étranger ont diminué d'environ 40%, s'établissant à 257 M USD, par rapport à la même période de 2019 (450 M USD).

4. Costa Rica

Au Costa Rica, les transferts des nationaux depuis l'étranger étaient plutôt stables depuis 2015, s'établissant aux alentours de 500 M USD par an. La majeure partie des fonds envoyés au Costa Rica provient des Etats-Unis (environ 400 M USD) et des pays de l'Union Européenne (36 M USD). Les migrants costariciens sont plutôt des cadres justifiant d'un diplôme d'études supérieures. Pour la première moitié de l'année 2020, les transferts reçus depuis l'étranger ont diminué de 10%, par rapport à la même période 2019.

Pour la période 2015-2019, les transferts de fonds des migrants depuis le Costa Rica représentent environ 0,6% du PIB, s'établissent à 370 M USD. Ils sont principalement orientés vers le Nicaragua. Les travailleurs nicaraguayens sont généralement employés dans le secteur agricole, dans la construction et dans les services domestiques. En 2019, les envois de fonds vers le Nicaragua s'établissaient à 294 M USD, représentant plus de 70% du montant total des transferts sortants. Selon les statistiques disponibles, pour la première moitié de l'année 2020, les transferts de fonds depuis le Costa Rica ont diminué de 5% par rapport à la même période 2019.

5. Jamaïque

Concernant la Jamaïque, les *remesas* représentent environ 16% du PIB. En 2019, les transferts de fonds des migrants vers la Jamaïque ont totalisé un montant de 2,4 Mds USD, en hausse de 5% par rapport à 2018. Selon les dernières données disponibles de la Banque de Jamaïque, alors même qu'une baisse était attendue, conséquence de la pandémie, les entrées nettes restent actuellement supérieures aux

entrées de 2019. Ainsi, sur la période janvier à novembre 2020, les transferts vers la Jamaïque s'établissent à 2,6 Mds USD. Des données récentes publiées par la Banque de Jamaïque montrent que les sommes envoyées aux Jamaïcains par des membres de leur famille vivant à l'étranger ont fortement progressé (+33,1% g.a.) en octobre 2020, malgré la pandémie. En termes de structure géographique, le rapport indique que le principal pays d'origine des fonds, toujours pour le mois d'octobre 2020, est les États-Unis (69%), suivis du Canada (11%), du Royaume-Uni (10%) et des îles Caïmans (5%).

6. Cuba

Les transferts financiers des Cubains de l'extérieur sont une source clef de devises pour le pays. Ils représentent la deuxième entrée du pays derrière les exportations de services médicaux, mais devant le tourisme. Ils sont indispensables tout particulièrement pour le financement du secteur privé, dont l'accès au crédit est limité, et des ménages. La dollarisation partielle de l'économie avec la vente de produits de première nécessité en Monnaie Librement Convertible (MLC – portefeuille de dix monnaies étrangères incluant principalement le dollar mais aussi l'euro) exacerbe l'importance des *remesas* dans la vie de tous les jours des Cubains. Les transferts proviennent essentiellement des États-Unis (92% en 2019), et plus particulièrement de la Floride - lieu d'implantation privilégiée de la diaspora cubano-américaine (1,2 millions d'immigrés). Deux voies sont principalement empruntées : les mules traversant les frontières pour ensuite distribuer sur l'île l'argent en liquide et les bureaux de Western Union. Récemment, la recrudescence des sanctions américaines sur ce segment ainsi que la fermeture des frontières et la baisse de l'activité économique aux États-Unis liées à la pandémie de Covid-19 ont pesé sur ces transferts financiers. The Havana Consulting Group estime que les transferts financiers vers l'île atteindraient 2,35 Mds USD pour l'exercice 2020, contre 3,72 Mds USD en 2019, soit une baisse de 36,8%. En parallèle, les envois de marchandises par des proches depuis l'étranger auraient chuté de 79%, passant de 2,9 Mds USD à 619 MUSD. La fermeture des frontières aériennes entre Cuba et les États-Unis pendant près de sept mois en serait la principale raison. Si la réouverture de l'aéroport de la Havane le 15 novembre dernier s'est accompagnée de la réactivation partielle du canal des « mules » (nouvelles restrictions dès le 1er janvier), la fermeture par Western Union de ses bureaux sur l'île à partir du 23 novembre, en réaction aux récentes sanctions américaines, complique l'envoi de *remesas* aux familles cubaines. Western Union représenterait à lui seul un flux de transferts estimé entre 1 et 1,5 Mds USD par an. La nouvelle administration américaine, ayant placé le peuple cubain au centre de sa stratégie vis-à-vis de l'île, devrait revenir sur les principales restrictions mises en place sur ce sujet sous la présidence précédente.

Mexique: Présentation du projet de train Maya

Depuis son élection en 2018 le Président mexicain porte trois projets emblématiques dans le domaine des infrastructures et de l'énergie : la raffinerie Las Dos Bocas, le nouvel aéroport de Mexico Felipe Angeles et le Train Maya dans le Sureste. Pour ce dernier, d'un budget total de 8 Mds €, les choses s'accroissent avec le lancement de certains appels d'offres sur la réhabilitation des voies existantes ou sur la construction de nouvelles voies mais également sur le matériel

roulant et la signalisation. Fin avril 2021 doit notamment être sélectionnée l'entreprise qui fournira les 40 trains. Certains projets pourraient constituer des opportunités pour les groupes français dont l'expertise est reconnue par les autorités mexicaines. Les autorités mexicaines se montrent déterminées à rendre ce projet opérationnel dès 2024 malgré la pandémie de Covid 19 et les vives oppositions de plusieurs organisations politiques, environnementales et de protection des populations autochtones.

1 Une ambition: faire du Train Maya l'Orient Express du Mexique

Le Train Maya est un des trois projets emblématiques de l'administration du président Lopez Obrador. Pour les autorités mexicaines le Train Maya peut devenir une destination en soi, le comparant aux trains du Pérou, de l'Orient Express ou du Transsibérien.

Le projet consiste en la mise en service d'une ligne de chemin de fer de 1 554 km dans le Sureste, à travers les États du Chiapas, Tabasco, Campeche, Yucatán et Quintana Roo à partir d'infrastructures existantes et la création de nouvelles voies ferrées. Le Train Maya couvrira 42 municipalités le long de son itinéraire. Il aura 19 gares et plusieurs arrêts pour l'utilisation des locaux. 40% du tracé devrait être électrifié. Les tronçons de la ligne Mérida-Cancún-Chetumal devraient être électrifiés, soit 690 kilomètres de parcours, comprenant des doubles voies pour de multiples services utilisant des trains hybrides (diesel-électrique) et électriques. Le projet concerne aussi l'aménagement de l'autoroute Mérida-Cancún qui partagera l'emprise avec la section 4 (Izamal-Cancún).

Le projet est piloté par le Fonds national de promotion du tourisme (Fonatur). Cette institution est responsable de la planification et du développement de projets de tourisme durable au Mexique et chargée également de promouvoir le secteur pour attirer des

investissements. Sa filiale Fonatur Tren Maya S.A. de C.V est responsable de la gestion de la construction et de l'exploitation des chemins de fer, des services et de l'infrastructure ferroviaire, de la préparation de toutes sortes d'études et de plans pour la matérialisation du projet de train Maya. Les appels d'offres internationaux sont encadrés par le Bureau des services et projets des Nations Unies (UNOPS). Les titulaires des marchés doivent respecter 30% de contenu national.

2 Avancement du projet et calendrier de réalisation

Les travaux de construction du projet ont été divisés en 7 sections indépendantes.

L'objectif est de livrer le projet avant la fin du mandat du président mexicain, c'est-à-dire au cours de l'année 2023 / début 2024. Les trois premiers tronçons du Train Maya vont de Palenque (Chiapas) à Izamal (Yucatán), en travaillant sur la ligne ferroviaire existante sur l'isthme de Tehuantepec. Tous les terrains correspondant à ces tronçons ont déjà été acquis et sont en travaux.

La section 4 du projet sera réalisée sur l'emprise de la route 180. L'entreprise Egis, en consortium avec les entreprises d'ingénieries mexicaines Triada et Transconsult, a signé le 30 octobre 2020 le contrat de supervision du Tramo 4 du Train Maya –environ 250 km entre Izamal et Cancún.

L'état d'avancement des sections 1 à 4 serait à fin 2020 respectivement : 67%; 62%; 69% et 38%.

La section 5 est l'une de celles qui a suscité le plus grand intérêt pour rejoindre deux des destinations les plus importantes des Caraïbes mexicaines : Cancun et Tulum. Les travaux seront réalisés sur l'autoroute qui relie les deux sites, qui sera étendue à six voies. Le groupe espagnol Acciona, en consortium avec Grupo México, a

remporté début février 2021 cet AO. Le plan approuvé prévoit la construction de 60,3 kilomètres de voies (double usage).

Les sections 6 et 7, qui atteignent respectivement Chetumal et Escárcega, devraient être réalisées par l'armée. Sur la section 7, qui traverse la réserve de biosphère de Calakmul (reconnue comme site du patrimoine mondial par l'UNESCO), la stratégie environnementale constitue un réel défi pour les autorités mexicaines car le train traverserait trois réserves naturelles Calakmul, Balam Ki et Balam Kú.

Le marché concernant le matériel roulant.

Le projet matériel roulant et systèmes ferroviaires (signalisation et communication) comprend la construction, la fourniture et la maintenance des systèmes suivants :

- Matériel roulant : fourniture et mise en service de 40 nouveaux trains bi-mode (diesel-électrique), vitesse maximale de 160 km / h avec wagons d'une capacité variant de 250 à 450 places
- Système de signalisation, de communication et de contrôle
- Dépôt de maintenance et garages
- 5 ans de service après-vente.

La date de dépôt des offres: 24 avril 2021 pour une signature du contrat début juin avec une livraison du premier train 25 mois après. Le début de l'exploitation est prévu en novembre 2023. Le budget est estimé à 1,6 Md euros.

3 Un projet contesté

Le projet est controversé et s'est heurté à l'opposition de plusieurs fronts notamment des organisations environnementales et de protection des communautés autochtones. Un rapport publié en 2019 par 30 chercheurs du

Conseil national de la science et de la technologie du Mexique indique que la construction du Train Maya aura des effets négatifs sur 10 zones naturelles protégées, la destruction probable de plus de 1.200 sites archéologiques et qu'elle augmentera peut-être le trafic d'êtres humains et le trafic de drogue.

Afin de maintenir le calendrier initial, la construction du projet a été considérée comme une «activité essentielle» depuis le début de la pandémie de Covid-19. Un tribunal fédéral a en effet annulé l'ordre d'arrêter la construction du Train Maya, considérant que les ouvriers de l'ouvrage ne risquent pas de contracter le Covid-19.

Pour certains le succès de ce projet ne se mesurera pas au respect du calendrier de réalisation, ni au nombre de passagers transportés mais plutôt à sa capacité à préserver la richesse humaine, naturelle et culturelle des territoires mayas. L'Organisation des Nations Unies a souligné que la consultation initiale que le gouvernement a faite à la population pour savoir s'il approuvait la construction, n'était pas conforme aux normes internationales en matière de droits de l'homme. Le gouvernement a soutenu que le dialogue avec les communautés était permanent.

En outre il avait été initialement annoncé que le projet serait un investissement public-privé, puis le modèle a été changé pour devenir exclusivement public. Le manque d'études de faisabilité environnementale, technique et économique a été soulevé alors même que la construction avait déjà été approuvée. De plus les résultats d'une étude relative à l'offre et à la demande du train ont été réservés par les autorités pour les cinq prochaines années.

Face à ses détracteurs Fonatur indique qu'il n'envisage pas de créer un autre Cancun dans la jungle. Il comprend que le développement implique la préservation et la gestion des

autochtones. Pour Fonatur le train Maya est attendu par les populations locales.



Voir Annexe : - Les sept sections du projet Train Maya.

Panama: l'Union Européenne maintient le Panama sur sa liste noire fiscale

1 Le Panama est maintenu sur la liste noire fiscale européenne

Le Panama a intégré en 2019 la liste européenne des Etats non coopératifs en matière fiscale. A l'époque, l'annonce est globalement passée inaperçue et n'a pas suscité de réactions anti-européennes significatives ni de la part du gouvernement (une simple déclaration de la Vice-Ministre des Affaires Etrangères) ni de la part des opérateurs économiques ou de la société civile.

Le pays a été maintenu ce lundi sur cette liste, notamment du fait de l'absence de progrès réalisés par les autorités locales en matière d'échanges effectifs d'informations fiscales avec les pays membres de l'Union Européenne.

A cet égard, on rappellera utilement que le pays est retourné sur la « liste grise » du GAFI le 21 juin 2019 lors de l'Assemblée Plénière et qu'il devrait y demeurer à l'issue de la réunion plénière qui aura lieu ce vendredi durant laquelle l'institution devrait encourager le Panama à mettre en œuvre le plan d'actions défini lors de sa réinscription sur liste grise (avec notamment la mise en place effective du registre des bénéficiaires finaux tant pour le secteur financier que pour le secteur non financier).

Par ailleurs, le pays figure sur la liste européenne des Etats non coopératifs en matière de blanchiment financier depuis avril 2020 et il devrait être maintenu dans les prochains jours sur la liste noire française des Etats Non Coopératifs, document sur lequel il est présent depuis le 1er janvier 2016.

L'attitude de l'Union Européenne vis-à-vis du Panama est clairement en ligne, s'agissant de la conformité fiscale, avec celle du GAFI ainsi que celle de la France.

2 Les réactions à ce maintien dans la presse

La *Prensa* a été, le lundi 22 février 2021, le seul média local à reprendre l'information de manière, par ailleurs, tout à fait factuelle et sans agressivité particulière.

Toutefois, le mardi suivant, les réactions presse se sont multipliées sans que le sujet ne fasse toutefois la une des journaux. La *Prensa* dénonce un « décalage temporel » entre les données

retenues (les données prises en compte par l'UE couvrent la période 2015-2018) et la réalité économique et réglementaire du pays pour établir la liste de 2021. L'économiste Rolando Gordón explique que le Panama a respecté toutes les recommandations de l'OCDE et de l'UE mais que les organismes internationaux s'acharnent à ne pas prendre en compte les efforts réalisés par le Panama. De même, selon Metro Libre, l'inclusion du Panama dans cette liste est « injuste ». Panama América souligne pour sa part que l'Union européenne ne met pas en place les mêmes standards d'évaluation fiscale pour le Panama que pour les pays membres de l'UE. Elisa Suárez, la présidente de l'Association panaméenne des chefs d'entreprise (APEDE), estime que cette décision « donne l'impression qu'aucun effort [du Panama] n'est suffisant ». Pour elle, le maintien du pays sur la liste noire de l'Union européenne est d'autant plus préoccupant dans le contexte de crise du Covid-19 : « alors que nous avons plus que jamais besoin des banques, il est chaque fois plus difficile d'obtenir des financements [...] pour relancer l'économie ». De son côté, Gilberto Mena, président de la Chambre de commerce de Colón, affirme que le « Panama respecte toutes les exigences des organismes en matière de prévention de blanchiment d'argent » et il déclare ne pas comprendre « sur quelle base a été prise cette décision si dommageable pour le pays ».

L'ambitieux plan de soutien économique permettra-t-il au Salvador de sortir de la récession ?

Les mesures de confinement mises en place dès le début de la pandémie ont permis au Salvador de limiter la propagation du COVID-19, au détriment de la croissance économique. Ainsi, le pays devrait avoir connu une récession de l'ordre de 9% du PIB en 2020, selon le FMI. A ce stade, la reprise en 2021 s'avère assez incertaine et dépendra de la réactivation des échanges commerciaux et des effets du plan de soutien de l'économie évalué à près de 8% du PIB. Ce plan, entièrement financé par la dette, est cependant susceptible de peser sur les finances publiques, que le gouvernement salvadorien essaye d'assainir depuis plusieurs années.

1. Le Salvador a rapidement mis en place des mesures fortes pour limiter la propagation du virus

Comme tous les pays d'Amérique centrale, le Salvador a été fortement impacté par la pandémie de COVID-19 : il compte 59 866 cas confirmés et 1 861 décès au 28 février 2021. Cependant, le pays a réagi très rapidement face à l'arrivée du virus : il fut notamment le premier pays du continent à fermer ses frontières dès le 11 mars, avant même le recensement du premier cas. Le gouvernement a ensuite déclaré l'état d'urgence nationale le 14 mars qui a, entre autres, limité la circulation des personnes dans le pays, suspendu les classes, les activités non-essentiels et les transports publics. Ces mesures sont restées en vigueur jusqu'en juin avec un plan de sortie du confinement progressif puis total à partir du 24 août, lorsque la Cour suprême de justice a déclaré inconstitutionnel le plan de déconfinement en quatre phases au motif qu'il violait les droits individuels de la population.

Grâce à ces mesures, le pays a réussi à limiter la propagation du virus. Alors même que le Salvador est le pays le plus densément peuplé d'Amérique centrale, très urbanisé et qu'il constitue une plaque tournante du transport aérien (hub régional d'Avianca), le Salvador est

l'un des pays d'Amérique centrale où le virus s'est propagé le plus lentement. Il compte notamment moins de morts par million d'habitants que ses voisins du triangle nord (286 au Salvador contre 415 au Honduras et 353 au Guatemala).

Toutefois, ces mesures ont un impact économique important : alors que le pays avait atteint une croissance moyenne de +2,4% depuis cinq ans, la Banque mondiale anticipe une récession de l'ordre de 8,7% pour 2020. Outre les effets directs du confinement, l'économie salvadorienne devrait également souffrir du ralentissement mondial et en particulier de l'économie des Etats-Unis. Le Salvador devrait ainsi être le troisième pays le plus affecté par la crise économique engendrée par le COVID-19 de la zone, après le Honduras (-9,7% du PIB en 2020, suite également aux effets dévastateurs des ouragans Eta et Iota) et le Panama (-8,1% du PIB, en conséquence du ralentissement des échanges mondiaux). Le FMI s'attend ainsi à une baisse de 30% des exportations en 2020 (face à une baisse de l'ordre de 16,9% des importations). Par ailleurs, les envois de fonds des salvadoriens résidant à l'étranger ont connu une hausse de 4,8% en 2020 (à 5,9 Mds USD, soit 23% du PIB), ce qui a permis d'atténuer partiellement la baisse de la consommation des ménages.

Après une diminution considérable de la pauvreté¹ au cours de la période 2008-2018 (réduction de 43,8% à 26,2%), le Salvador devrait connaître une augmentation de ce taux en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. La Banque mondiale prévoit ainsi une augmentation de la pauvreté à 29,7% en 2020 et de l'extrême pauvreté² à 9,1 % (contre 7,9 % en 2018). Ainsi, près de 49 000 ménages supplémentaires pourraient tomber dans la pauvreté en 2020. Les

inégalités devraient également augmenter (d'un coefficient Gini de 0,386 en 2018 à 0,396 à fin 2020). De mai à juin 2020, deux tiers des ménages salvadoriens ont signalé une réduction significative de leurs revenus et 16 % des personnes âgées de 18 ans ou plus ont perdu leur emploi au cours de la même période, dans un pays où le secteur informel concerne 70% de la population active.

2. Le gouvernement a mis en place un plan de relance ambitieux à hauteur de 8% du PIB

Pour faire face aux conséquences économiques de la crise, le gouvernement a rapidement mis en place un plan ambitieux de soutien : l'Assemblée législative a approuvé dès la fin du mois de mars un ensemble de mesures d'aides proposées par le gouvernement et la création d'un Fonds d'urgence, de redressement et de reconstruction économique (FERRE) d'un montant maximum de 3 Mds USD (8 % du PIB), pour financer toutes les dépenses liées au COVID-19. Les principales mesures concernent : (i) l'exonération des droits d'importation sur certaines catégories de biens ; (ii) la suspension temporaire du paiement de services tels que l'eau, l'électricité et les télécommunications³ ; (iii) le transfert unique de 300 USD aux familles à faible revenu qui ont perdu leur source de revenu⁴ ; (iv) le versement d'une prime unique de 150 dollars USD aux employés publics exerçant des missions essentielles ; et (v) la prolongation de la date limite de paiement de l'impôt sur le revenu de 2019 pour plusieurs types de contribuables. Depuis, le gouvernement a annoncé une nouvelle série de mesures : subvention aux salaires maintenus dans les entreprises de moins de 100

¹ Sur la base d'un seuil de pauvreté de 5,5 USD PPP par personne et par jour.

² Sur la base d'un seuil d'extrême pauvreté de 3,2 USD PPP par personne et par jour.

³ Les mesures approuvées par le Président Bukele s'appliquent aux personnes physiques ou morales « directement » touchées par la pandémie de COVID-19.

⁴ D'après la Banque mondiale, grâce à cette aide, l'impact sur la pauvreté pourrait être réduit de près de trois points de pourcentage, à condition que les transferts d'argent soient parfaitement ciblés.

salariés; crédits concessionnels aux entreprises et des paniers alimentaires pour 1,7 M de foyers.

Cependant, le pays a dû recourir à l'endettement extérieur à hauteur de 1 Md USD (soit 3,7 points de PIB) sur les marchés internationaux pour se financer. Le FERRE devrait essentiellement être financé par l'émission de titres ou par des prêts de bailleurs internationaux. Si les élections législatives du 28 février ont apporté une majorité au parti présidentiel, certains prêts jusqu'à présent en cours de vote au Parlement pourraient voir leur procédure d'approbation accélérée, et ainsi permettre une mise en œuvre effective des projets prévus par les bailleurs.

3. Des perspectives incertaines pour le Salvador à ce stade

En avril 2020, le FMI a validé une demande d'aide d'urgence pour le Salvador dans le cadre de l'instrument de financement rapide (IFR). Le FMI souligne que le Salvador devrait entreprendre la consolidation de la dette publique, en visant un excédent budgétaire primaire de 3,5% du PIB d'ici fin 2024 et une dette publique atteignant 60 % du PIB d'ici 2030. Le FMI a également suggéré qu'une combinaison de mesures visant à augmenter les recettes et réduire les dépenses publiques serait nécessaire pour atteindre ces objectifs.

En tout état de cause, après une stabilisation des niveaux de dette publique ces dernières années, le FMI anticipe une forte augmentation de la dette publique de près de 20% du PIB pour atteindre 89% du PIB en 2020 (contre 69,4% en 2019). Le solde budgétaire global pour 2020 devrait également se détériorer après trois années consécutives d'excédent primaire, à environ -8,8% du PIB, principalement en raison de l'augmentation des dépenses liées au COVID-19 et de la perte de recettes fiscales (près de 2% du PIB soit 973 M USD). Cette situation a amené l'agence Moody's à abaisser début février de stable à négative sa notation souveraine (B3) pour le Salvador.

Malgré la récente émission d'obligations sur les marchés, les problèmes de financement du Salvador demeurent importants. Les dernières obligations, de l'ordre de 1 Md USD à 32 ans, ont été émises à un taux de 9,5%, ce qui représente une augmentation de la charge de la dette pour les années à venir (en juillet 2019, le Salvador avait émis des obligations souveraines à 30 ans au taux de 7,125%). La charge croissante des intérêts de la dette et les limites en termes de financement domestique illustrent à quel point le Salvador pourrait voir sa marge de manœuvre budgétaire réduite pour les années à venir. L'arrivée à échéance de 800 MUSD d'obligations internationales en janvier 2023 constituera à cet égard une période particulièrement risquée pour les finances du pays.

En outre, du fait d'une saison des ouragans très active en 2020, le Salvador a été frappé par la tempête tropicale Eta et l'ouragan Iota en l'espace de deux semaines: selon le rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), près de 2600 personnes ont été évacuées et deux personnes sont décédées. Cependant, le Salvador a été moins affecté par ces phénomènes climatiques que ses voisins. Ainsi, les productions agricoles ont été épargnées, bien que certaines régions du pays aient enregistré des vents violents, des glissements de terrain mineurs et l'endommagement d'infrastructures. Malgré les interventions des ONG dans les régions touchées par les ouragans, les conséquences en termes de reconstruction et d'aides aux communautés affectées devraient légèrement alourdir le déficit budgétaire du pays pour l'année 2020.

Toutefois, le FMI anticipe un rebond du PIB de 4% pour 2021, alimenté par la reprise économique rapide des États-Unis, la croissance des remesas et le soutien fiscal du gouvernement. Par ailleurs, le compte courant du Salvador devrait rester fortement déficitaire dans les années à venir (au-dessus de 4% du PIB) du fait du déficit commercial récurrent qui n'est pas comblé par l'afflux de remesas et d'IDE. De plus, bien que la dollarisation complète de

l'économie ait permis de maintenir une inflation sous contrôle, elle grève la croissance du pays par une perte de compétitivité des exportations. Ainsi, en 2019 le taux d'inflation annuel a atteint 0,07 % et en 2020 celui-ci devrait être de 0,2%, avant d'atteindre 1,1% en 2021, toujours à un niveau très bas. Le gouvernement prévoit également de lancer le programme de vaccination contre le COVID-19 au premier semestre 2021 (Covax prévoit à ce stade que le Salvador devrait recevoir 375 480 doses d'ici juin 2021, ce qui permettrait de vacciner environ 5,8% de la population).

Cuba : point sur la situation économique et budgétaire 2020 et 2021

L'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (ANPP) s'est réunie les 16 et 17 décembre dernier en clôture d'une année agitée. Les députés ont notamment fait le point sur la situation économique et budgétaire.

1. La pire année en termes d'évolution du PIB depuis la « période spéciale »

A l'heure de tirer le bilan économique de l'année écoulée, les indicateurs sont au rouge. Selon les estimations officielles, **le PIB cubain aurait baissé de 11% en 2020**, bien au-delà des prévisions.

Aux tensions déjà vives en 2019 - notamment la recrudescence des sanctions américaines et la crise au Venezuela - s'est ajoutée la situation exceptionnelle créée par la crise sanitaire. Celle-

ci a affecté directement l'économie du pays tant dans le secteur étatique que privé : contraction du commerce extérieur, baisse de l'activité productive et chute du tourisme international et des revenus.

Depuis la *période spéciale*⁵, l'île n'avait pas connu une telle crise économique. La contraction la plus importante a eu lieu au second trimestre, correspondant à la période où les mesures sanitaires ont été mises en place.

2. Un rebond de l'activité économique prévu en 2021

Le Plan pour l'Economie prévoit pour l'année 2021, première de la réforme monétaire et cambiaire, **une reprise graduelle de l'activité économique avec une hausse du PIB à prix constants entre 6 et 7%.**

En 2021, les exportations devraient croître de 19%, et avec elles les revenus en devises de 10,4%. Cette augmentation repose tout particulièrement sur le développement des services de télécommunications et la récupération partielle du tourisme (2,2 millions de touristes attendus pour 2021, soit le double de 2020). Les importations devraient, quant à elle, augmenter de 12%. Une hausse de la production nationale est également prévue, que ce soit pour l'agroalimentaire ou l'industrie manufacturée. La croissance reposerait enfin sur une hausse de 9,7% de la vente au détail et de 22% des investissements.

Les autorités ont cependant mis en exergue **l'incertitude du scénario économique** sur lequel est basé ce plan compte-tenu de l'évolution de la pandémie et de ses conséquences sur l'économie mondiale.

3. L'explosion du déficit fiscal en 2020 dans un contexte de pandémie

⁵ Période prolongée de crise économique à Cuba suite à la chute de l'URSS.

L'ANPP a également approuvé l'exécution du budget de l'Etat en 2020. **76,2 milliards de pesos cubain / USD ont été dépensés en 2020.** Pour faire face à la pandémie de Covid-19, plus de 1,3 Mds de pesos cubains / USD ont été dépensés. De plus, une augmentation non prévue de plus de 8 Mds de pesos / USD a également été enregistrée en décembre 2020 correspondant à l'avance sur salaire distribuée dans le cadre de la réforme des salaires, entreprise en amont de l'unification monétaire.

En parallèle, 2020 a été caractérisée par une réduction significative des revenus issus des exportations, notamment les services touristiques, une contraction des niveaux des activités productives, ainsi que par la suspension ou la diminution des activités du secteur privé. Contre plus de 66 milliards initialement prévus, seulement **55 Mds de pesos cubain / USD sont entrés dans les caisses de l'Etat. Le déficit fiscal atteint ainsi 20,7 Mds de pesos / USD, soit plus de 20% du PIB** contre 6,2% en 2019 et une multiplication par 3 par rapport à l'objectif initial de 7,1 Mds.

4. L'unification monétaire et cambiaire pèsera fortement sur un budget 2021 totalement redimensionné

Compte-tenu de l'unification monétaire, et tout particulièrement de la fixation d'un taux de change unique d'1 USD = 24 pesos cubains, le budget de l'Etat est entièrement remodelé. **Les dépenses sont provisionnées à 374,8 milliards de pesos cubains (15,6 Mds USD) et les revenus nets à 288,1 Mds pesos (12 Mds USD), pour un déficit budgétaire de 86,7 Mds pesos (3,6 Mds USD).** Pour la deuxième année consécutive, il atteindrait un pourcentage très élevé du PIB de -18%, selon les déclarations des autorités cubaines.

Tout en conservant le caractère éminemment social du budget, les autorités cubaines ont dû prévoir de nouveaux coûts induits par la réforme monétaire : réserves pour soutenir les entreprises publiques en difficultés et pour subventionner

les prix et les tarifs de produits essentiels pour la population.

Focus Statistique

MEXIQUE		AMÉRIQUE CENTRALE						CARAÏBES			
		Guatemala	Panama	Costa Rica	El Salvador	Honduras	Nicaragua	Rep. Dom.	Haïti	Jamaïque	Trinité et Tobago
INDICATEURS INTERNES											
PIB Nominal (Mds USD 2019)	1 258	76,7	66,8	62,1	27,0	24,9	12,5	89,0	8,7	15,8	24,1
PIB / habitant (USD en 2019)	9 862	4 354	15 834	12 243	4 186	2 550	1 920	8 595	772	5 826	17 276
Croissance du PIB...											
...2019 (e)	-0,3 %	3,8 %	3,0 %	2,0 %	2,4 %	2,7 %	-3,9 %	5,1 %	-1,2 %	0,9 %	0 %
...2020 (p)	-8,9 %	-2,0 %	-8,9 %	-5,4 %	-9,0 %	-6,6 %	-5,5 %	-6,0 %	-4,0 %	-8,6 %	-5,6 %
Inflation moyenne (2019)	3,6 %	3,7 %	-0,4 %	2,1 %	0,1 %	4,4 %	5,4 %	1,8 %	17,3 %	3,9 %	1,0 %
Taux de chômage moyen (2019)	3,5 %	-	7,1 %	12,4 %	6,7 %	4,1 %	6,1 %	6,2 %	-	7,7 %	-
Solde Budgétaire (2019) (Total ; Primaire)	-2,3 % ; 1,3 %	-2,2 % ; -0,6 %	- 3,1 % ; -1,5 %	- 7,0 % ; -2,8 %	-3,0 % ; 0,6 %	0,1 % ; 0,9 %	-0,5 % ; 0,8 %	- 2,2 % ; 0,6 %	- 2,3 % ; -1,8 %	0,9 % ; 3,6 %	-3,7 % ; -1,3 %
Dette Publique (% du PIB) (2019)	53,7 %	26,6 %	41,0 %	58,4 %	69,4 %	40,3 %	42,1 %	53,8 %	47,7 %	93,9 %	45,1 %
INDICATEURS EXTERNES											
Exportations FR (MEUR)											
...2019	3 668	67	577	70	31,3	35	9,5	124	44	23	31
...2018	3 275	58	457	57	208	18	9,4	119	51	29	29
...2017	3 384	54	332	60	23	22	10	150	52	49	32
Solde bilatéral pour la France											
...2019	1 379 M€	14 M€	563 M€	-164 M€	19 M€	-65 M€	-48 M€	-51 M€	31 M€	2 M€	-171 M€

Notes : * Les données sont issues de la base de données du rapport *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2020 du Fonds Monétaire International et de données issues des douanes françaises.

* Les données concernant le Gouvernement (dette et situation budgétaire) concernent le Gouvernement central, à l'exclusion des entreprises publiques.

* Pour le Mexique, les chiffres pour la dette (53,7 %) et le solde budgétaire primaire (1,3 %) indiqués sont ceux retenus par le FMI afin de conserver l'homogénéité et la comparabilité avec les autres économies présentées. L'estimation diffère du calcul du Ministère des Finances mexicain (45,8 % pour la dette publique et 1,1% pour le solde budgétaire primaire).

Annexes

Les sept sections du Train Maya

Le Train Maya est divisé en sept sections. Quatre sont actuellement en construction :

Section 1: 228 kilomètres de Palenque, Chiapas, à Escárcega, Campeche. *Remportée par Mota-Engil México SAPI de C.V. avec China Communications Construction Company LTD, Grupo Cosh S.A. de C., V Eyasa et Gavil Ingeniería S.A. Des lots ont été remportés par l'entreprise française d'ingénierie Ingerop*

Section 2: 235 kilomètres d'Escárcega, Campeche, à Calkiní, Campeche. *Remportée par Operadora CICSA S.A. de C.V. en accord d'association avec FCC Construcción S.A*

Section 3: 172 kilomètres de Calkiní, Campeche, à Izamal, Yucatán. *Remportée par Construcciones Urales, S.A. de C.V en accord d'association avec GAMI Ingeniería e Instalaciones, S.A. de C.V et AZVI, S.A.U.*

Section 4: 257 kilomètres d'Izamal, Yucatán, à Cancun, Quintana Roo. *Cette section a été attribuée directement au Grupo ICA en septembre 2020 car elle maintient la concession de l'autoroute 180D.*

Les trois sections pour lesquelles les travaux n'ont pas démarré :

Section 5: 121 kilomètres de Cancun, Quintana Roo, à Tulum, Quintana Roo. *Marché*

attribué début février 2021 au Le groupe espagnol Acciona, en consortium avec Grupo México

Section 6: 254 kilomètres de Tulum, Quintana Roo à Bacalar, Quintana Roo (*appel d'offres à venir*).

Section 7: 287 kilomètres de Bacalar, Quintana Roo à Escárcega, Campeche (*appel d'offres à venir*).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international